

Quels retours d'expérience du Sahel ?

Entretien avec C. Michel

jeudi 15 juin 2023, par [Charles MICHEL](#), [Paul MUGNIER](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Charles MICHEL](#), [Paul MUGNIER](#), **Quels retours d'expérience du Sahel ? Entretien avec C. Michel**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 15 juin 2023.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Quelles sont les idées reçues à chasser sur les interventions militaires françaises au Sahel ? En quoi consiste la stratégie « 3D » en matière de contre-insurrection ? Dans quelle mesure le Sommet de Pau (2020) apparaît comme un tournant dans l'implication de la France au Sahel ? Quels pourraient être les apports des universitaires dans la lutte de contre-insurrection moderne ? Voici quelques-unes des questions posées pour Diploweb.com par P. Mugnier à C. Michel auteur de « *Le chat sur la dune* », éd. Lavauzelle.

Paul Mugnier (P. M.) : Pour commencer, au vu de votre expérience de dix années passées sur ce théâtre d'opération, quelles sont les idées reçues à chasser sur [le Sahel](#), les interventions françaises et notamment sur la « guerre contre le terrorisme » ?

Charles Michel (C. M.) : La première idée reçue, c'est la notion de « **guerre contre le terrorisme** ». Le terrorisme n'est qu'un mode d'action. Aujourd'hui, [au Sahel on est face à une insurrection ou une guerre civile](#). C'est bien de ce type de phénomène dont il s'agit. A partir du moment où l'on déclare « lutter contre le terrorisme », c'est un peu déclarer combattre « l'hydre à douze têtes » où l'on coupe des têtes qui repoussent sans cesse car l'on ne traite pas les causes.

[Lutter contre une insurrection ne relève pas uniquement du militaire mais bien du niveau politique. C'est-à-dire que le traitement politique, économique, social et religieux](#) doit être réalisé par l'Etat. C'est ce qu'on nomme « **l'approche globale** ». Sur cet aspect-là, [l'Etat hôte](#) a été au mieux défaillant, au pire non-coopératif.

Pour envisager que l'Etat malien puisse vaincre l'insurrection qui est en son sein, il faut une coopération avec la force militaire, une coopération qui a souvent été peu présente.

P. M. : En matière de contre-insurrection, en quoi consiste l'approche « 3D » ?

C. M. : Le mieux pour illustrer la stratégie « 3D » est de reprendre **l'exemple mauritanien**.

Les « 3D » sont pour « Défense, Dialogue ou Diplomatie et développement ». Pour la **défense**, on parle bien de la remontée en puissance d'un outil de défense qui permet de montrer la volonté politique d'un Etat de se battre et de ne pas céder une partie du territoire aux groupes armés.

Ensuite, le deuxième D, celui de **dialogue**, va essayer de comprendre les ferments de cette insurrection (ethniques, politiques, religieux ou économiques). Il faut écouter et comprendre de façon à apporter des réponses politiques afin que les causes de l'insurrection s'étiolent et que le recours aux armes ou aux opérations terroristes ne soit plus nécessaire. On parle de dialogue en interne du pays et de diplomatie car il peut exister des facteurs extérieurs. Dans le cas du Mali, beaucoup ont estimé que c'est la descente vers le Sud d'une partie des groupes algériens qui a été l'étincelle, comme en Mauritanie, de cette insurrection.

Enfin, la dernière composante c'est le D de **développement**. Il vient bien en appui de la partie dialogue, à partir du moment où il y a des victoires militaires mais que la vie des gens sur place ne change pas cela revient à arroser le sable.

Cette stratégie s'inscrit dans une **temporalité longue**. En Mauritanie cela a pris environ dix ans.



Charles Michel

Le colonel Charles Michel est notamment l'auteur de « Le chat sur la dune », éd Lavauzelle. (2023)

P. M. : Vous avez passé trois années en Mauritanie, comment ce pays est-il passé d'une situation comparable à celle du Mali en 2012 à une situation stabilisée ? Est-ce que ce « succès » peut être projetable dans d'autres Etats faillis de la région ?

C. M. : Les Mauritaniens ont travaillé sur cette stratégie « 3D », cette approche globale. Ils n'ont pas vu la problématique uniquement comme une problématique militaire de neutraliser les groupes armés. Cette stratégie a vraiment bien été mise en place en Mauritanie entre 2005 et 2011, et a permis des élections présidentielles en 2019.

[Au Mali](#), j'ai été témoin de l'action militaire sur le terrain avec nos camarades maliens.

Cependant, un paramètre est très important lorsque l'on est face à une insurrection de ce type. Est-ce qu'il y a une **volonté nationale** ? Ou est-ce que l'Etat est faible et ne tente pas de reprendre le dessus avec des moyens militaires ou non militaires par l'aménagement et le dialogue ? Pour le cas de la Mauritanie, la volonté nationale était bien présente.

Cependant, il faut se garder de vouloir appliquer des recettes. [Au Mali](#) et au Burkina, l'insurrection se base en partie sur des **motifs religieux**. La Mauritanie est une république islamique ce qui offre la possibilité à l'Etat de donner le « La » dans le domaine religieux. Ceci n'est pas possible au Mali qui est un Etat laïc, tout comme le Burkina qui en plus a une partie de sa population qui est chrétienne. Ainsi, on ne peut pas avoir la même approche du **dialogue religieux** qui a été mis en place en Mauritanie pour résoudre certaines questions.

[La Mauritanie est un pays](#) qui a été islamisé avant le Mali et qui a produit un certain nombre de lettrés et de savants [musulmans](#). Ils sont reconnus dans l'ensemble du **monde musulman** pour leur connaissance du Coran. Cela a été une force lorsque les groupes armés sont venus tenter d'expliquer ce qu'était la religion.

P. M. : En tant que [géographe](#) et officier du Génie, selon vous quelle place occupe l'aménagement dans la lutte contre-insurrectionnelle ?

C. M. : Je pense qu'elle est primordiale, ce qui fait le développement à la base d'un pays, ce qui initie le développement c'est bien la création d'axes, de routes, de pistes, de ponts... C'est toute l'**infrastructure horizontale** qui va permettre de favoriser les échanges, d'amener les surplus vers les marchés commerciaux, d'acheminer ce qui manque vers les marchés et les villages.

Il y a aussi une **dimension militaire**. Une route, c'est une capacité d'intervention rapide pour des troupes. Un pont, au sens propre et au sens métaphysique, rapproche les populations et évite les détours de plusieurs dizaines de kilomètres parfois. A mon avis, c'est bien la base du développement, sans ce type d'infrastructures horizontales, le développement n'est pas possible.

P. M. : Dans votre livre, vous évoquez avec attention la mise en place des « colonnes foraines » par l'armée française, quelle a été leur place dans la tentative de restauration de l'Etat malien ?

C. M. : Les « colonnes foraines » sont un exemple de ce qui a été mis en place au Niger. Comme il est difficile qu'une autorité de l'Etat soit présente dans chaque village, l'idée c'est que ce soit l'administration qui se déplace dans les différents villages. Donc à partir de cette idée nigérienne, le général commandant de l'opération m'a demandé de réfléchir pour tenter de reproduire cela au Mali.

L'idée était de montrer que les victoires remportées par l'armée française à la fin de l'année 2019, qui étaient réelles et vues par la population comme des victoires sur les groupes armés, pouvaient être traduites en termes concrets. L'idée a été de revenir dans les camps maliens qui avaient été abandonnés par les FAMa à la fin de l'année 2019 suite à **l'attaque d'Indelimane**. On a étudié la géographie du terrain et on a jugé que **Labbezanga**, à la frontière avec le Niger, constituait une bonne possibilité.

L'objectif était d'accompagner le retour des FAMa dans ces camps après plusieurs mois d'absence. Surtout qu'en parallèle de cette absence les populations vivaient sous les contre-modèles de gouvernances mis en place par les groupes armés.

Nous avons donc réfléchi à ce modèle des « colonnes foraines » qui s'inscrit, au départ, dans une volonté d'« acceptation de la force », c'est-à-dire d'accompagner le retour des FAMa en favorisant la « conquête des cœurs » de la population. Pour que ces populations voient dans le retour des FAMa l'arrivée d'un **Etat protecteur** et non d'un **Etat prédateur**. Il fallait que cette arrivée soit la matérialisation d'un Etat sain et utile.

Pour accompagner ce retour, les consignes que nous avions, étaient de mettre les Maliens en première ligne, ils se sont très vite approprié cette idée. Nous avons vraiment travaillé en étroite collaboration sur ces sujets-là, car ils avaient évidemment une très bonne **connaissance du terrain**. De notre côté, nous venions apporter un peu plus de sécurité et faciliter le processus avec des moyens financiers et humains qui venaient compléter le travail des Maliens. Nous avons aussi pu apporter dans notre sillage des ONG, la MINUSMA ... Nous avons réussi à créer une forme de coopération large s'inscrivant vraiment dans le volet

« dialogue et développement » évoqué plus tôt.

P. M. : Dans quelle mesure le Sommet de Pau apparait comme un tournant dans l'implication de la France au Sahel ?

C. M. : Pour nous, le Sommet de Pau a été un axe majeur de notre action. Je suis arrivé après le Sommet de Pau, en 2020 comme représentant du COMANFOR Barkhane à Gao et très concrètement dans mes objectifs on me parlait très souvent des « **critères de Pau** », avec justement cet aspect « 3D » qui était extrêmement présent. C'est pour cela qu'on a mis en place les colonnes foraines. De mon côté j'avais un civil des Affaires étrangères qui était colocalisé avec moi et nous échangeons plusieurs fois par jour. Il disposait d'une capacité d'intervention financière très intéressante pour **l'électrification** de Ménaka ou **l'assainissement** de Tessit par exemple. Cela permettait de montrer qu'en plus de l'action militaire, il y avait une action de développement sur le terrain.

P. M. : Au vu de votre expérience au Sahel, en tant qu'officier mais aussi de votre formation de docteur en géopolitique, quels pourraient être les apports des universitaires dans la lutte de contre-insurrection moderne ?

C. M. : Ce dont je me suis aperçu sur mes dix ans d'opérations [au Sahel](#), c'est que la connaissance que nous pensions avoir, nous militaires, était au mieux succincte et au pire inexistante. Lorsque j'arrive au Sahel, c'est ma cinquième opération extérieure. J'ai sauté de la Bosnie à l'Afghanistan, du Kosovo au Liban, donc je découvre le Sahel. C'est parce que j'ai eu l'occasion d'être **au contact** des officiers ou des populations sahéliennes que j'ai pu avoir une première approche et commencer à édifier ma compréhension de ces sujets.

Je pense que dans une contre-insurrection, **l'apport d'universitaires** qui connaissent bien le terrain est essentiel. Je cite souvent Francis Simonis ou Alain Antil qui m'ont permis de faire mûrir mes réflexions. A chaque fois que j'ai eu l'occasion de rencontrer des chercheurs, des acteurs qui connaissaient bien le terrain, j'essayais d'absorber au mieux ce qu'ils pouvaient m'apporter pour **comprendre le monde** dans lequel j'évoluais. On ne peut pas travailler sur des phénomènes d'insurrection si on ne comprend pas les **fondements politiques et sociaux**.

P. M. : A la fin de votre livre, vous développez des pistes de réflexion sur l'avenir des opérations dans la région, pourquoi la coordination des acteurs est-elle centrale dans ce type d'opération ?

C. M. : Les deux grands enseignements de la contre-insurrection moderne, c'est le **droit et le « multipartisme »**, en quelques sortes, la multitude des acteurs présents. Parmi ces acteurs, il faut une coordination. Cependant, chaque acteur a ses objectifs et ses politiques d'action.

Si on prend l'exemple du Mali, il y avait la MINUSMA, la force Barkhane, et les forces maliennes. Il y a là, trois forces qu'il faut connaître et coordonner. Une **collaboration** est nécessaire entre ces acteurs.

Mais encore, derrière, vous avez [l'aspect politique de chaque acteur, ici la classe politique](#) malienne par exemple, mais aussi on retrouve les différents acteurs nationaux, une multitude d'ONG... Enfin et surtout, les populations à ne pas oublier. Ce ne sont pas **des acteurs passifs** de cette insurrection et de cette contre-insurrection.

Ainsi, cette diversité d'acteurs va intervenir sur un substrat qu'il faut connaître, d'où l'importance de la connaissance du terrain évoquée plus tôt.

Arriver à comprendre et à amener tous ces acteurs vers un but commun est très complexe.

Copyright Juin 2023-Michel-Mugnier/Diploweb.com

Plus

. Charles Michel, *Le chat sur la dune - Journal de marche et d'opérations d'un officier français au Sahel (2013 - 2022)*, éd [Lavauzelle](#), 2023.

4e de couverture

Fruit des dix ans d'expériences dans les opérations menées par la France dans la bande sahélo-saharienne, cet ouvrage relate le témoignage et les analyses d'un officier supérieur engagé dans ce conflit. Loin de n'être qu'un journal de marche, il retrace à la manière d'un carnet de voyage la découverte progressive de ces espaces aux populations attachantes et aux immenses horizons. Il offre une analyse, murie à partir de ses actions vécues au quotidien, sur l'affrontement contre les groupes armés et la politique de stabilisation menée dans ces contrées. Réfutant la vision importée des Etats-Unis d'une guerre contre le terrorisme, ce livre montre que les combats violents qui endeuillent ces régions s'apparentent plus à une guerre civile et à une insurrection. Sous ce prisme, l'auteur livre une réflexion ancrée dans la réalité du terrain sur les stratégies mises en œuvre et démonte quelques idées reçues sur le sentiment anti-français ou le mythe de l'enlèvement inéluctable des interventions occidentales.

Dans ces pages, ponctuées de cartes originales et de photos inédites, vous découvrirez en compagnie de l'auteur la montée en puissance de l'Opération Serval en 2013, l'Intervention en Centrafrique en 2015, vous passerez trois ans en Mauritanie à arpenter le Sahara et à comprendre une petite partie de la culture maure. Puis nous le suivrons pendant l'opération Barkhane en 2020 dans le commandement de la base aéroterrestre de Gao et les tentatives de retour de l'Etat malien dans l'Est du pays. Enfin, nous reviendrons à Bamako en 2022 au sein de la mission européenne d'entraînement (EUTM) où nous assisterons à la dégradation de la situation politique et sécuritaire qui a conduit la France et ses partenaires à retirer leurs troupes et leur soutien.

[Chez la Fnac, Charles Michel, « Le chat sur la dune », éd. Lavauzelle.](#)

P.-S.

Le colonel Charles Michel est colonel-adjoint du Chef d'Etat-Major 3e DIV, breveté de l'Ecole de Guerre de Paris et docteur en géopolitique. Il a commandé le 3e régiment du génie en tant que chef de corps entre 2014 et 2016. Depuis 2021, le colonel Charles Michel est enseignant vacataire au sein de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence. Charles Michel a récemment publié « *Le chat sur la dune. Journal de marche et d'opérations d'un officier*

français au Sahel (2013 - 2022) », préface de Michel Goya, éd Lavauzelle, et il est également le co-auteur de « Victoire dans les dunes. L'enlisement de la crise sahélienne n'est pas inéluctable : l'exemple mauritanien », éd L'Harmattan, 2020. Paul Mugnier est étudiant en Master « Géopolitique et relations internationales » à l'Institut Catholique de Paris.